



SEYSSES
DIRECTION DE L'URBANISME

**ARRÊTÉ D'ACCORD MODIFICATIF DE PERMIS DE CONSTRUIRE AVEC
PRESCRIPTIONS**

Délivré par le Maire au nom de la commune
N° 2026U-097

Dossier n° : PC 031547 22 U0037M02 Déposé le : 29/01/2026 Nature des travaux : DIVERSES MODIFICATIONS ET AJOUT D'UN ABRIS DE JARDIN Adresse des travaux : 6 RUE HÉLÈNE BOUCHER 31600 SEYSSES Références cadastrales: 000AE0079	<u>Demandeur principal :</u> SCI ZAHOS 31 REPRÉSENTÉE PAR MONSIEUR ULU SINAN 104 ROUTE D'ESPAGNE 31120 PORTET SUR GARONNE FRANCE
Surface de plancher créée avant modification : 720 m ² Surface de plancher créée après modification : Inchangée	

Le Maire de SEYSSES,

Vu la demande de PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF présentée le 29/01/2026 par la SCI ZAHOS 31 représentée par Monsieur ULU Sinan demeurant 104 route d'Espagne 31120 PORTET SUR GARONNE et enregistrée par la mairie de SEYSSES sous le numéro PC 031547 22 U0037M02 en vue de diverses modifications et ajout d'un abris de jardin ;

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 25/02/2010, modifié le 24/11/2011, révisé le 24/05/2012 et le 26/02/2020, modifié le 15/02/2022, le 09/02/2023, le 12/12/2024 et modifié en dernière date le 25/09/2025 ;

Vu le plan de prévention des risques naturels concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux dans le département de la Haute-Garonne, approuvé le 22/12/2008 ;

Vu la délibération en date du 23/01/2019 instaurant la déclaration préalable pour autorisation de clôture sur l'ensemble du territoire communal ;

Vu l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) AU Eco2 - SEGLA 2 ;

Vu l'arrêté municipal du 18/02/2022 accordant le Permis d'Aménager n° PA 031 54721U0004 à la Communauté d'Agglomération le Muretain Agglo représentée par Monsieur MANDEMENT André pour aménager un lotissement de 25 lots ;

Vu l'arrêté municipal du 09/09/2022 accordant le Permis de Construire initial n° PC 031544722U0037 à la société LA FACADE GARONNAISE 'LFG' représenté par M. ULU SINAN pour la construction d'un bâtiment pour 2 locaux d'activité avec leurs bureaux ;

Vu l'arrêté municipal du 14/09/2023 accordant le permis de construire modificatif n° PC 031547 22 U0037 M01 à la société LA FACADE GARONNAISE 'LFG' représenté par Monsieur ULU SINAN pour un projet d'agrandissement de la mezzanine, d'aménagement de clôture pour la petite faune, de nichoirs, d'une noue paysagère, du marquage de la haie et de la rectification du nombre de places de parking ;

Vu l'arrêté municipal du 11/12/2023 accordant le transfert du Permis de Construire n° PC 031544722U0037 à la SCI ZAHOS 31 représenté par Monsieur ULU Sinan ;

Vu les pièces annexées au dossier de demande ;

Vu les pièces supplémentaires reçues en mairie le 06/02/2026 ;

Considérant que le point '2.1. Aspect extérieur des constructions et des clôtures' du 'Chapitre 2 : Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères' de 'la zone à urbaniser AU Eco2 ouverte à vocation économique' qui renvoie à l'OAP AU Eco2 - SEGLA 2 ;

Considérant que l'OAP AU Eco2 - SEGLA 2 autorise que certaine teinte en façade ;

Considérant que le projet ne détaille pas avec précision le type de teinte utilisée.

ARRÊTE

Article 1


Le **PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF** est **ACCORDÉ** pour les travaux décrits dans la demande présentée, sous réserve du respect des prescriptions indiquées ci-après.

Les prescriptions contenues dans le permis d'origine, non modifiées par la présente autorisation, sont maintenues et devront être respectées.

Article 2

Le projet devra respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

- le bardage rouge utilisé devra être de teinte RB7/RAL 3005 ;
- le bardage métallique devra être de teinte RAL NG18 /DAL'ALU et/ou GA19/DAL'ALU.

<p>Date d'affichage : - de l'avis de dépôt : 05/02/2026</p> <p>Certifié exécutoire, Reçu en Sous-préfecture : 30/04/2026</p> <p>Affiché le 30/04/2026 jusqu'au 30/06/2026</p>	<p>Seysse le 23 avril 2026</p> <p>Le Maire, Jérôme BOUTELOUP,</p> 
---	--

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans le département dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

RAPPELS RÉGLEMENTAIRES :

Délais et voies de recours : I. Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la transmission de la décision attaquée. Le tribunal administratif peut être saisi directement en vous déplaçant sur site, par voie postale ou par l'application informatique 'Télérecours citoyens' accessible par le site internet www.telerecours.fr

II. Par ailleurs, conformément à l'article L. 412-2 du code des relations entre le public et l'administration, un recours administratif préalable peut être obligatoire lorsque le projet- situé en abords de monuments historiques - a été refusé ou comporte des prescriptions qui sont la traduction du refus d'accord ou des conditions exprimées par l'architecte des bâtiments

de France.¹

III. Il peut également dans un délai d'un mois suivant la date de sa notification, saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite.

IV. Conformément à l'article L. 600-12-2 du code de l'urbanisme, le délai des recours contentieux - mentionné ci dessus au I. - contre une décision n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours hiérarchique (II.) ou gracieux (III.)

Durée de validité du permis : Conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification mentionnée à l'article R. 424-10 où de la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. Les dispositions du présent article sont applicables à la décision de non opposition à une déclaration préalable lorsque cette déclaration porte sur une opération comportant des travaux. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention. Le permis de construire, d'aménager ou de démolir ou la décision de non-opposition à une déclaration préalable peut être prorogé deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire(s) du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a en aucun cas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droits privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation : Le bénéficiaire a l'obligation de souscrire l'assurance de dommages prévue par l'article L. 242-1 du code des assurances.

Achèvement des travaux de construction ou d'aménagement : A l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement, vous devez adresser en Mairie une déclaration attestant cet achèvement et la conformité des travaux au permis délivré ou à la déclaration préalable (art L 462.1 du Code de l'Urbanisme). Lorsque les travaux ne sont pas conformes au permis délivré ou à la déclaration préalable, l'autorité compétente peut mettre en demeure le maître de l'ouvrage de déposer un dossier modificatif ou de mettre les travaux en conformité (art L 462-2 du Code de l'Urbanisme). Cette mise en demeure est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal. Elle peut être envoyée par courrier électronique dans les cas prévus à l'article R 423.48. Elle rappelle les sanctions encourues (art R 462.9 dernier alinéa).